



ALI BABACAN

Vice-Premier ministre de la République de Turquie

Votre Altesse Sérénissime Prince Albert, Thierry de Montbrial, Vos Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui et de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant un auditoire si distingué. Je tiens à saluer sincèrement Thierry de Montbrial qui organise cet important événement pour la sixième année consécutive, ce qui constitue déjà en soi une belle preuve de réussite. Cette année encore, pendant deux jours et demi, la World Policy Conference nous propose de débattre d'un large éventail de sujets politiques, économiques, sociétaux et même technologiques pour lesquels nous éprouvons tous un vif intérêt. Tout au long de cette conférence, des experts venant d'horizons divers nous aideront à mieux comprendre la dynamique actuelle du monde.

Dans un premier temps, je dirai quelques mots sur l'état actuel de l'économie mondiale, puis je présenterai un bref aperçu de la situation et des perspectives en Turquie. Je vous parlerai également de l'évolution de la situation dans notre région, c.à.d. la région autour de la Turquie, et de notre politique étrangère.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Cinq années se sont écoulées déjà depuis le début de la crise et, grâce aux efforts extraordinaires des principales banques centrales, le système financier mondial s'est remis sur les bons rails après avoir été au bord de l'effondrement. Cependant, force est de constater que nombre de pays développés sont encore loin d'avoir des bilans solides viables. Les gouvernements devraient exploiter la fenêtre d'opportunité ouverte par les banques centrales afin de procéder à des réformes structurelles et à des ajustements fiscaux propices à la croissance. Il faut bien se rendre compte que les banques centrales ne peuvent à elles seules faire des miracles et il est impératif que les gouvernements prennent des mesures difficiles mais nécessaires.

Les pays en développement représentent aujourd'hui la moitié de l'économie mondiale, si on calcule en termes de parité de pouvoir d'achat (PPP). Si on compare les dix dernières années avec les dix prochaines années, la différence est significative pour les pays en développement. En effet, dans les dix prochaines années en moyenne, les pays en développement afficheront probablement des taux de croissance plus faibles que ces dix dernières années. Cependant, leur croissance sera bien plus rapide que celle du monde développé. Par conséquent, la part des pays en développement continuera d'augmenter dans l'économie mondiale.

On observe depuis peu une nouvelle phase dans l'économie mondiale, il s'agit de la normalisation des politiques monétaires. De nombreux pays en développement, et en particulier ceux confrontés à d'importants problèmes de balance des paiements ou à des déficits budgétaires élevés, devront se montrer très prudents dans les années à venir.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Maintenant que la croissance est enfin au rendez-vous dans le monde développé et que le monde en développement poursuit sa croissance, il devient primordial de se concentrer sur la qualité de la croissance. De nombreux pays sont parfois prêts à tout pour avoir de la croissance, même si la qualité n'y est pas. La qualité de la croissance est pourtant extrêmement importante et doit devenir une priorité désormais.

Qu'entend-on par qualité de la croissance ? On pourrait définir la qualité selon 3 critères : la durabilité financière de la croissance est le critère numéro 1, la durabilité sociale est le critère numéro 2 et la durabilité environnementale est le critère numéro 3. Lorsqu'on parle de durabilité financière, cela signifie que la croissance est là mais qu'il faut surveiller de très près l'évolution des bilans, qu'il s'agisse des bilans des établissements financiers, des bilans des entreprises, des bilans des ménages et, bien entendu, des bilans des banques centrales. Ainsi, si la croissance entraîne des problèmes de bilan, la durabilité future de la croissance pourrait être très compromise. Deuxième critère de la qualité de la croissance : la durabilité sociale. La croissance est là mais crée-t-elle des emplois ? La croissance fait-elle réellement baisser le chômage ? Il faut distinguer deux aspects. La croissance est là mais améliore-t-elle la répartition des revenus ? Contribue-t-elle réellement à réduire les niveaux de pauvreté ? Améliore-t-elle le système de santé ? Améliore-t-elle le système éducatif ? Si ces questions sociales ne sont pas correctement prises en compte dans les modèles de croissance, la durabilité de ce type de croissance sera également compromise.

Et enfin, troisième critère : la durabilité environnementale. La croissance se fait-elle au prix d'émissions de carbone élevées ? La croissance se fait-elle au prix de l'épuisement des ressources d'eau, au prix de la déforestation ou au prix du réchauffement climatique ? Si tel est le cas, la croissance ne pourra pas être durable et posera un énorme problème. Et c'est une absence totale de justice entre les générations : la croissance aujourd'hui aux dépens du bien-être des générations suivantes.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur la Turquie, ce qui a été fait et les perspectives. Chaque pays bien entendu a sa propre dynamique et il est très difficile de comparer un pays à un autre de façon idéale.

La Turquie a connu un processus de transformation majeur, un processus de transformation politique, un processus de transformation sociale, ainsi qu'un processus de transformation économique très importants. Nous avons mené plusieurs réformes politiques afin d'améliorer notre démocratie, d'améliorer nos pratiques en matière de droits de l'homme, de libertés et d'État de droit. Nous avons accompli beaucoup de choses dans ces domaines, mais il reste un long chemin à parcourir. Aujourd'hui, la Turquie compte plus de 400 chaînes de télévision et 1100 stations de radio. Nous avons aujourd'hui une société très ouverte. En termes d'utilisation des médias sociaux, la Turquie figure dans les 5 ou 10 premiers dans le classement de nombreuses plateformes de médias sociaux comme Twitter, Facebook, etc.

La Turquie a connu également une transformation économique. Nous avons réalisé d'importantes réformes dans la gestion et le contrôle des finances publiques, dans notre système bancaire, dans notre système de sécurité sociale, et dans notre système de santé qui est aujourd'hui montré en exemple dans nombre de plateformes internationales.



Dans le même temps, nous avons réussi à réduire notre déficit budgétaire et notre dette publique, et lorsque la crise de 2008-2009 a frappé, nous avions déjà un système bancaire et un système de finances publiques très solides. Ainsi, les impacts de la dernière crise sur notre économie ont-ils été très limités.

La confiance est au cœur de nos politiques. Si la confiance est là, les consommateurs continueront de dépenser ; si la confiance est là, les entreprises continueront d'investir ; si la confiance est là, les banques continueront de prêter. Mais s'il y a un manque de confiance, les consommateurs arrêtent de consommer, les entreprises arrêtent d'investir, les banques arrêtent de prêter et l'économie s'arrête. C'est pourquoi la confiance est au cœur de nos politiques économiques. C'est une des raisons pour laquelle, en 2009 au plus haut de la crise alors que nombre de pays européens lançaient des programmes de relance budgétaire, nous avons mis en œuvre un programme d'assainissement budgétaire. Nous avons expliqué de quelle manière nous allons réduire notre déficit budgétaire et notre dette publique. Et que s'est-il passé ? Depuis 2009, c.à.d. sur les 4 dernières années, la croissance moyenne de l'économie turque a atteint 6 pour cent, le taux d'emploi total a augmenté de 6,2 millions, soit environ le nombre d'emplois perdus dans l'UE pendant la crise. Et notre dette publique a diminué, passant de 45 % du PIB à 35% du PIB. Nous avons donc montré, d'une certaine façon, que la croissance est possible même avec une politique d'assainissement budgétaire.

La Turquie est aujourd'hui la 16^e économie mondiale. En termes de production agricole, nous sommes maintenant numéro 7, en termes de fréquentation touristique, nous sommes numéro 6 mondial. En 2002, la Turquie était un pays bénéficiaire de l'aide au développement, aujourd'hui nous sommes une nation émergente donatrice. Nous avons dépensé des milliards de dollars pour apporter une aide à de nombreux pays.

Par ailleurs, la répartition des revenus s'est considérablement améliorée. Au sein de l'OCDE, nous sommes non seulement l'un des rares pays où la répartition des revenus s'améliore, mais nous avons également enregistré la baisse la plus rapide du coefficient de Gini. Ces données figuraient dans le rapport *Divided We Stand* de l'OCDE publié il y a un an. Il n'y a plus de pauvreté absolue dans le pays. Même les chiffres sur la pauvreté relative se sont fortement améliorés.

Mais, d'un autre côté, nous sommes face à des défis. Nous avons un déficit courant élevé. Nous sommes fortement dépendants des importations de pétrole et de gaz. Nous avons une épargne faible. Cependant, nous avons déjà pris de nombreuses mesures visant à corriger les déséquilibres dans ce domaine et nous continuerons de prendre les mesures fiscales et macro-prudentielles nécessaires pour relever ces défis, nous mettrons en œuvre les réformes structurelles qui s'imposent.

Mesdames et messieurs, distingués invités

La Turquie est un pays d'Asie, et aussi un pays d'Europe. Et nous sommes très proches de l'Afrique. Nous sommes un pays des Balkans, du Caucase et aussi du Moyen Orient. La Turquie est un pays méditerranéen, un pays de la mer Noire et aussi un pays du Bassin de la mer Caspienne. La Turquie est membre de l'OTAN, notre principale alliance. Nous sommes membres du Conseil de l'Europe, nous sommes membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et nous sommes candidats à l'adhésion à l'Union européenne, actuellement en phase de négociation. Nous avons un accord spécial avec la Ligue arabe et avec le Conseil de coopération du Golfe. Nous sommes un partenaire stratégique de l'Union africaine, l'un des trois pays indépendants à jouir de ce statut. Nous



sommes un partenaire de dialogue de l'Organisation de coopération de Shanghai, le premier et l'unique pays à avoir ce lien spécial avec l'Organisation de coopération de Shanghai, qui est également membre de l'OTAN.

Nous poursuivons une politique étrangère multi-facette et multidimensionnelle. Nos politiques sont façonnées par des valeurs comme la paix dans le monde, la sécurité, la stabilité et la prospérité. Nous les considérons comme des valeurs fondamentales. Nous promovons toujours le libre-échange, l'économie de marché, la libre circulation des capitaux, la libre circulation des marchandises, la libre circulation des idées, la libre circulation de l'énergie. La Turquie est également aujourd'hui une importante plateforme énergétique avec ses nombreux gazoducs et oléoducs qui contribuent à la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Europe et de plusieurs autres pays aussi.

L'Union européenne occupe une place très particulière dans notre politique étrangère et influence également nos efforts de réforme intérieure. Au vu de la situation de l'Union européenne depuis la crise économique mondiale, cette question revient souvent « Avez-vous encore envie de faire partie de l'UE ? ». Nous nous débrouillons déjà bien sur le plan économique, avec des performances bien meilleures que les pays membres de l'UE selon certains critères. Quelques-uns des nouveaux membres de l'UE font bien pire que la Turquie et on nous pose souvent cette question : « Voulez-vous toujours entrer dans l'UE » ? Comme le gouvernement turc, nous disons haut et fort « Oui ».

Tout d'abord, l'Union européenne nous a servi de repère dans nos efforts de réforme intérieure, les critères que l'Union européenne impose aux pays entrants sont très importants pour nous. En fait, elle nous sert d'étalon pour mesurer la qualité de nos réformes politiques. N'importe quel pays peut s'auto-déclarer une république démocratique mais comment évaluer et mesurer véritablement la qualité de la démocratie ? Ce n'est pas chose aisée. Et pour nous, ce processus d'accession a eu une influence très importante sur nombre de sujets. Et nous sommes très heureux que la crise de la zone euro soit presque derrière nous. La rationalité, le pragmatisme et la solidarité l'ont emporté.

Nous percevons toujours l'UE comme une union de valeurs et d'idéaux. Et l'UE représente également à nos yeux un projet de paix d'une importance historique après la Deuxième Guerre mondiale. Lorsque nous voyons les avantages économiques communs dont bénéficient les pays de l'UE, nous les considérons comme les fondamentaux de l'UE. Ces avantages économiques communs devraient être maintenus pour le bien de l'Union européenne. En fait, nous avons d'une certaine manière joué un rôle non négligeable en adoptant des politiques courageuses et importantes que la zone euro a reprises à son compte ces dernières années.

Le TTIP, Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, constitue une ouverture historique. En effet l'émergence de deux énormes marchés, les États-Unis et l'UE, revêt une importance capitale en une période où la montée du protectionnisme et du nationalisme est une réalité dans de nombreuses parties du monde. C'est une vision importante à laquelle nous adhérons également. En effet, la Turquie mène actuellement un processus parallèle avec les États-Unis qui nous permettra, une fois le processus politique UE-USA terminé, de participer au TTIP en tant que pays membre de l'Union douanière avec l'Union européenne.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Comme je l'ai déjà mentionné, notre transformation politique a certes été importante pour nous mais, dans une certaine mesure, les réformes que nous avons menées en Turquie sont également devenues une source d'inspiration pour de nombreux pays de notre région. Grâce aux nombreuses mesures que nous avons prises afin que l'Islam et la démocratie puissent coexister, avec en prime de bonnes performances économiques, de nombreuses personnes dans notre région, les jeunes en particulier, y ont vu des signes d'encouragement. Ils avaient soif de justice et de liberté, et le réveil arabe a commencé en Tunisie, puis s'est étendu à la Libye, à l'Égypte, au Yémen et à la Syrie. Et chaque pays a suivi son propre processus de changement.

Bien entendu, les défis ne manquent pas. En tant qu'ancien ministre des Affaires étrangères, je sais que les pays sont confrontés à certains dilemmes dans leur politique étrangère. Des dilemmes entre d'une part les principes, les valeurs et les idéaux et d'autre part les intérêts nationaux. Dans nombre de cas auxquels nous avons été confrontés, nous avons essayé de suivre nos principes et nos valeurs au lieu d'obéir à des intérêts nationaux à court terme. Nous estimons d'une certaine façon que la crédibilité à long terme est beaucoup plus importante que les intérêts nationaux à court terme. Et telle est notre approche de la situation et des événements dans notre région.

La Syrie, pays voisin de la Turquie, se trouve dans une situation extrêmement délicate. On dénombre déjà cent cinquante mille morts, y compris des enfants, pour la plupart des civils, et 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Il y a beaucoup de réfugiés. Nous en accueillons 600 000 en Turquie. Et malheureusement, le mécanisme des Nations unies, y compris le Conseil de Sécurité, s'est avéré totalement inefficace. Et voilà ce qui se passe : plus cette situation se prolonge, plus les groupes extrémistes se renforcent et gagnent du soutien tandis que la communauté internationale reste inactive. Nous nous réjouissons de l'annonce de la deuxième Conférence de Genève, prévue pour le 22 janvier 2014. Elle représente une opportunité importante et nous appelons de nos vœux la mise en œuvre des résolutions de la première conférence de Genève. Et il est important aussi que cette conférence débouche sur l'établissement d'un gouvernement de transition doté des pleins pouvoirs exécutifs pour contrôler toutes les institutions gouvernementales, y compris les forces armées, les services de sécurité et les opérations de renseignement. L'objectif est d'avoir un gouvernement de transition réellement indépendant capable de préparer le pays à un système démocratique efficace. La souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de l'État syrien doivent être préservées, quel que soit le scénario. La Syrie doit être un pays démocratique et respectueux des droits de l'homme et de l'État de droit ; tous les citoyens doivent être égaux devant la loi quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique.

L'Égypte : le respect de la volonté du peuple et la démocratisation sont essentiels pour la stabilité et le développement économique. Les violations des droits de l'homme sapent la paix intérieure et la stabilité en Égypte. Un processus politique inclusif et pluraliste devrait permettre d'assurer la stabilité à long terme de l'Égypte. La communauté internationale devrait encourager le gouvernement provisoire à mettre en œuvre un processus inclusif ayant pour but le rétablissement de la démocratie.

L'Iran est un pays clé de notre région et sans nul doute un voisin très important de la Turquie. La position de la Turquie sur le dossier nucléaire a été très claire dès le début. Nous ne voulons pas qu'un pays de notre région possède des armes de destruction massive. Mais d'un autre côté, chaque pays, chaque nation souveraine a le droit de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous avons toujours préconisé la diplomatie comme seul moyen viable de parvenir à une solution. Nous avons donc salué l'accord entre le groupe P5+1 et l'Iran. Mais nous devons garder à l'esprit que cet accord n'est qu'une première étape, les six mois à venir sont cruciaux. Nous espérons que les



deux parties respecteront les conditions de l'accord, un véritable impératif pour instaurer une confiance mutuelle. Le succès de cette première étape ouvrira la voie à une solution durable et mutuellement satisfaisante.

L'Iraq est un pays au potentiel énorme, un pays qui a traversé de nombreuses difficultés au cours de cette dernière décennie. Nous espérons que les élections qui auront lieu en avril permettront d'avoir un parlement et un gouvernement représentatifs en Iraq, avec la mise en œuvre de politiques inclusives afin que chaque citoyen iraquien soit traité avec équité quelle que soit son origine ethnique ou sa religion.

Processus de paix au Moyen-Orient : tous les changements survenus dans le paysage géostratégique du Moyen-Orient ne doivent pas détourner notre attention du conflit arabo-israélien dont la résolution est indispensable à une paix et une stabilité durables dans la région. Il existe aujourd'hui une nouvelle fenêtre d'opportunité pour parvenir à une solution avec deux États coexistant dans la paix et la sécurité sur la base des Résolutions pertinentes des NU et de l'Initiative de paix arabe. Nous appelons de nos vœux un règlement du conflit qui passe par l'établissement d'un État de Palestine indépendant, souverain et d'un seul tenant, avec Jérusalem comme capitale, dans les frontières antérieures à 1967. Par ailleurs, nous sommes inquiets de l'expansion continue des colonies illégales. Les restrictions concernant la libre circulation des personnes et des biens, les tentatives visant à modifier artificiellement l'identité démocratique et multiculturelle de Jérusalem constituent également des sources d'inquiétudes.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Les liens historiques et culturels entre la Turquie et l'Afrique ont fortement contribué à l'établissement de relations étroites avec le continent. Il y a quatre ans, nous n'avions que douze ambassades en Afrique. Aujourd'hui, nous en avons 35. Nos échanges connaissent un développement très rapide. Des compagnies aériennes turques proposent, depuis Istanbul, des vols à destination de 38 villes africaines. Nos exportations vers l'Afrique et le Moyen-Orient sont pratiquement au même niveau que nos exportations vers l'UE. Les liens économiques sont donc de plus en plus solides.

Le 21^e siècle sera celui de la montée en puissance de l'Asie. Cela a commencé essentiellement dans le domaine économique, mais les implications politiques, militaires et culturelles de la montée en puissance de l'Asie commencent peu à peu à se manifester. Tandis que l'attention se concentre principalement sur la Chine, toute la région Asie-Pacifique connaît un processus de développement rapide et, par conséquent, de nombreux pays de la région sont de plus en plus considérés comme des acteurs importants. La Chine est devenue la deuxième économie mondiale. La taille de l'économie indienne, en termes de PPP, atteint aujourd'hui près de cinq trillions de dollars. Le continent asiatique concentre environ 45 % de la population mondiale. Et aujourd'hui, la croissance de l'Asie contribue à hauteur de 40 % à la croissance mondiale en termes de PIB. Par ailleurs, la croissance du commerce de l'Asie contribue à hauteur d'un tiers à la croissance du commerce mondial. Malgré sa formidable ascension et son immense potentiel, l'Asie est également confrontée à certains défis. Les choix économiques et politiques ont des conséquences environnementales et sociales. Ainsi, dans les années à venir, il sera important de s'attaquer aux problèmes d'environnement ou au fossé croissant entre les riches et les pauvres. Et nombre de pays asiatiques ont un besoin urgent d'un modèle social efficace et solide. Le partenariat transpacifique, qui est en quelque sorte le pendant du partenariat transatlantique TTIP, constitue une étape importante pour le libre-échange. On dénombre par ailleurs des points chauds dans la région Asie-Pacifique, et les conflits et litiges existants font craindre une montée du nationalisme dans la région. En outre, les tendances discriminatoires et la violence accrue dans certains pays risquent d'engendrer de nouveaux conflits.



Mesdames et messieurs, distingués invités

Des discussions extrêmement intéressantes sur la plupart de ces sujets, et d'autres peut-être, vont avoir lieu au cours de ces deux prochains jours et demi. Cette réflexion nouvelle sera propice à l'émergence de nouvelles idées et ouvrira de nouvelles perspectives dans la recherche de solutions. Et je tiens une fois encore à remercier et saluer Thierry de Montbrial et son équipe pour l'organisation de cette conférence pour la 6^e année consécutive et j'espère que cette tradition et cette réussite se perpétueront pendant de nombreuses années, voire des décennies. Merci !